

Atelier 3 :¹
**Rôle de l'enseignement supérieur dans l'élaboration des politiques
éducatives et des transformations du système éducatif**
(Alain Mougnotte)

J'aurai préféré être le dernier rapporteur afin de pouvoir dire que tout avait été dit, mais malheureusement c'est impossible. J'essayerai d'être bref et clair parce que je crois qu'au bout de trois jours, tout le monde commence à être un peu fatigué même si tout le monde fait l'effort de rester éveillé. Nous avons eu dans notre atelier quatorze écrits qui ont été présentés brièvement par les représentants de dix pays : Afrique du Nord et Afrique subsaharienne, Amérique du Sud et Centrale, Europe. Les échanges ont porté autour des thématiques suivantes : massification, modernisation, démocratisation, évaluation, diplôme, orientation, sélection et poids du politique.

Alors, j'orienterai mon propos autour de trois points : constat, devenir des résultats et recommandations des participants de ce colloque de l'AFIRSE. Alors par rapport au constat, force est de constater que ce n'est pas la peine de rêver à un passé révolu et de penser qu'on peut rétablir par exemple une sélection telle qu'on l'a connue, dans la mesure où étudier est devenu un droit, j'allai dire imprescriptible de tout individu. Constat également d'une régression de l'éducation dans certains pays liée à des problèmes économiques, des problèmes médicaux, des pandémies ou à des guerres. Constat aussi d'une université qui est de plus en plus muette sur les grands problèmes du monde ce qui appelle là une réflexion sur l'engagement des enseignants du supérieur. Nous avons également fait le constat que la massification, tout au moins en France a produit un effet pour le moins pervers chez les étudiants qui sont moins solidaires qu'avant, avec une attitude très individualiste leur permettant de mieux sortir de cette masse qualifiée d'informe. Également un constat douloureux, si je puis dire, c'est la gestion des emplois, des diplômés et des emplois, c'est-à-dire, la coupure entre l'université et la vie du travail. Constat entre autres de la perte d'attraction des étudiants pour certaines filières – les filières scientifiques – et le renouvellement dans les prochaines années en France de tous les professeurs de mathématiques, de sciences physiques. Également, crise de l'emploi du côté de certains personnels médicaux comme les infirmières chez nous.

Ces constats établis, un autre point a été soulevé, à savoir le devenir des résultats produits par la recherche. Sont-ils réinvestis par le politique ? C'est un problème fondamental qui repose sur la discordance entre les temporalités : temps long qu'il faut pour produire et conduire une recherche et puis temps plutôt à court terme des politiques... Un exemple illustrant ceci : l'expérience dans laquelle j'ai été engagé à Lyon au début des années 90, concernant la mise en place de la semaine de quatre jours qui était en principe expérimentale, expérimentation qui devait être évaluée et conduite sur trois ans. Au bout d'un an et demi, le Ministre a dit : on généralise la

semaine de quatre jours dans toute la France. Si on avait attendu les résultats de l'étude au bout des trois ans, les chercheurs en chronobiologie, les chercheurs en évaluation, les psychologuesavaient des arguments scientifiques contre cela. Or, les politiques ont décidé avant ...sans attendre les résultats et ont généralisé la semaine de quatre jours. Voilà un exemple illustratif du décalage entre temps de recherche et temps politique. Autre élément important dans ces résultats, le devenir des résultats, la place du savoir ; est-ce que le savoir est un bien public ou est-ce que le savoir est un bien privé, question plus accrue pour les disciplines médicales et scientifiques ? À qui appartiennent les résultats produits par la recherche et a fortiori produits par une recherche financée sur des fonds publics ?

J'en viens à nos recommandations, recommandations du groupe et, si l'AFIRSE les fait siennes, au nom de l'AFIRSE. Apparemment cinq recommandations :

- Une proposition de coopération nord-sud selon de nouvelles modalités. Deux exemples ont été fournis durant nos échanges : l'un concernant la création prochaine d'une école franco algérienne avec son siège et ses bureaux à Alger. Ceci est à remarquer et à encourager comme initiative à amplifier. L'autre modalité de coopération serait celle induite par des collègues utilisant et maîtrisant un peu mieux les nouvelles technologies d'information et de communication, cela permettant un peu plus d'équité entre pays grâce à ces moyens de coopération.
- La deuxième proposition valant surtout en France serait la demande d'une pause dans les réformes, pour souffler tout simplement ; constat fait aussi bien par des collègues que par notre ancienne Directeur des enseignements supérieurs au Ministère.
- La troisième recommandation irait à l'encontre de la normalisation à outrance que l'on est en train d'opérer : réhabiliter pour les étudiants le sens de l'effort intellectuel avec le rappel des délais nécessaires à l'acquisition des vocables spécifiques aux disciplines ; permettre l'accès à la pensée en vue d'un meilleur développement de l'humain.

La formation de la pensée contre la course aux diplômes ! Effectivement, un enseignement évalué au bout de six mois, ce n'est pas la même chose qu'un enseignement évalué au bout de trois mois. Or, force est de constater que la mise en place de la semestrialisation dans nos universités pousse plus au rendement qu'à la maturation des idées chez nos étudiants. Autre exemple, le 3,5,8, peut-être le huit vaut-il pour des recherches scientifiques. Mais pour les sciences humaines, est-ce que trois ans suffisent à la réalisation d'une bonne thèse ou faudra-t-il le revoir ? On est dans une phase où l'on ne peut se poser de questions de temporalités différentes quant à l'appropriation de telle ou telle matière car on est en phase d'harmonisation organisationnelle. Les structures politiques d'échanges mondiaux nous contraignent et nous font oublier les questions d'apprentissage. Je signale à ce propos que nous avons eu, sur le temps, un congrès de l'AFIRSE à

Lyon, excellent au demeurant, pour lequel des actes sont toujours disponibles.

- Venons-en à la quatrième recommandation. Certains, j'allai dire presque tous, souhaiterions que l'université s'affranchisse d'un certain asservissement politique et qu'elle reprenne un peu d'ascendant afin d'assurer sa responsabilité citoyenne, sociétale et collective. Que l'université redevienne un lieu de débats et ne se laisse surtout pas enfermer dans des rôles de qualification professionnelle et de distribution de diplômes ; que les enseignants du supérieur puissent éveiller leurs étudiants à l'esprit critique et aux valeurs universelles.
- Enfin, la cinquième recommandation tournerait autour de l'évaluation, idée qui a déjà fait son chemin et est entrée dans la mentalité et dans la culture professionnelle des universitaires d'autres pays. En revanche, l'évaluation n'est encore pas entrée dans la culture universitaire de notre pays et il serait peut-être utile que nous franchissions le pas dans un souci de qualité...Voilà pour cette contribution de notre atelier. Merci.

(1) Conf.\2ANT.INF.STAFETPAR\samatouvetclo.doc